

## ➤ **Non, trois fois non au service minimum d'accueil dans les écoles**

Le groupe des élus communistes et apparentés approuve la décision de la Ville de Vénissieux de ne pas mettre en oeuvre le droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires les jours de grève. Dans un courrier adressé à l'Inspecteur Académique, André Gerin et Christian Falconnet, adjoint à l'Education, ont expliqué les raisons de cette décision. Un enseignant, de par sa formation et ses compétences, ne peut être remplacé que par un autre enseignant. La pédagogie ne s'improvise pas et ne relève pas des compétences des personnels des collectivités territoriales. En aucun cas, les communes n'ont vocation à devenir des briseurs de grève, pas plus qu'elles ne doivent interférer dans un conflit entre l'Etat et l'Education. N'invertissons pas les rôles : le problème, ce n'est pas la grève mais bien la pénurie permanente provoquée par les milliers de suppressions de postes d'enseignants!

## **Rentrée scolaire 2008**

### **NOUVELLE AUGMENTATION DU NOMBRE D'ENFANTS EN LISTE D'ATTENTE**

Ils étaient 193 en 2007 et c'était beaucoup trop. Ils sont cette année 208 et c'est scandaleux. Le nombre d'enfants de 2 ans en liste d'attente ne cesse d'augmenter d'année en année. Ce qu'il faut bien préciser, c'est que sur ces 208 enfants, 162 d'entre eux relèvent d'écoles en éducation prioritaire. *«Est-on en train de mettre en place une véritable école de la discrimination ?»*, se sont insurgés André Gerin et Christian Falconnet, adjoint à l'Education, dans une déclaration commune. *«Alors que le gouvernement cherche à remettre en cause les maternelles, nous réaffirmons notre attachement à la scolarisation dès l'âge de 2 ans car elle joue un rôle moteur dans l'épanouissement et l'ouverture d'esprit des enfants-tous les chercheurs et sociologues vous le diront-. Nous payons là le résultat de la politique cynique du gouvernement et des milliers de suppressions de postes -13500 sont annoncées dans le cadre du budget 2009-. A titre d'exemple, à Vénissieux, il faudrait par exemple l'équivalent de 9 classes supplémentaires avec des postes d'enseignants en correspondance.»* Il n'est pas inutile non plus de rappeler que l'absence de scolarisation des enfants grève le budget des parents, obligés de trouver des moyens de garde, et les victimes de cette politique sont à nouveau les ménages les moins aisés et les couples qui travaillent.

#### **Un premier bilan de la carte scolaire**

Côté bonnes nouvelles, on soulignera que la mobilisation de la Ville, des parents d'élèves et des enseignants a porté ses fruits pour éviter la fermeture de classes prévue dans le cadre

de la carte scolaire. Les 7ème classe de Moulin-à-Vent et 4ème du Clos Verger sont maintenues. Par ailleurs, cinq ouvertures de classe sont signalées (dans les écoles maternelles Henri Wallon et Anatole France, l'élémentaire Henri Wallon et les deux primaires Gabriel Peri et Charles Perrault). Côté passif, on notera la fermeture de la 8ème classe à l'école élémentaire Le Charréard et la fusion d'école avec direction unique entre la maternelle Louis Pergaud C et l'élémentaire Louis Pergaud A. Sur le terrain, la lutte se poursuit pour annuler la mesure de blocage de la 11ème classe de l'école élémentaire Léo Lagrange.

En termes d'effectifs maintenant, une augmentation sensible a été enregistrée par les services. Ils sont 7405 à être scolarisés dans les maternelles et élémentaires de la ville (soit + 2,8% par rapport à 2007). Les collèges suivent la même courbe avec 2920 élèves (soit + 0,8% par rapport à 2007) tandis que les effectifs dans les lycées d'enseignement général et d'enseignement professionnel subissent une baisse sensible (-4,7%), baisse plus marquée dans les lycées d'enseignement général.

Enfin, les réformes voulues par le Ministre de l'Education Nationale -l'accompagnement éducatif et l'aide personnalisée pour les élèves d'élémentaires en difficulté- aura des incidences sur les actions existantes de la Ville comme les études sportives ou encore l'accueil des enfants dans les maisons de l'enfance. On peut redouter aussi un risque de chevauchements pour les enseignants entre l'aide personnalisée d'un côté et les études surveillées de l'autre.

## ➤ **LES ECHOS DU CONSEIL**

■ **STERILE ET STERILISANTE** : c'est en ces termes que l'opposition UMP a qualifié la création de la commission contre la grande pauvreté ! Il faut dire que le positionnement de Christophe Girard n'était pas clair du tout. L'UMP s'abstient, estime que c'est une commission idéologique mais demande à y participer. Ce qui était déjà prévu dans les statuts puisqu'un représentant par groupe du conseil municipal y siège. Sur la grande pauvreté, l'UMP fut donc «fébrile et fébrilisante». ■ **LES VOTES CONSTRUCTIFS DU FN** : Dénomination des rues à Vénissieux : vote contre (des rues Aimé Cesaire, Germaine Tillion, un square Abbé Pierre, c'est vrai que c'est choquant...). Création du comité sur les problèmes environnementaux : vote contre (il est vrai que le sujet n'est pas important...). Mise en place d'un conseil citoyen du développement humain durable : abstention (il est vrai que c'est un enjeu subalterne...) Si c'est pas une politique constructive, ça ! ■ **LES MINGUETTES AUX OUBLIETTES** : que Djilannie Benmabrouk s'abstienne sur la commission contre la grande pauvreté, ça peut surprendre. Au royaume de l'UMP, avec la réforme de la DSU et la création du RSA, les populations défavorisées sont donc rassurées : on ne viendra pas les aider ! ■ **A NOS ARDOISES** : Maurice Iacovella n'est certainement pas le seul à faire la confusion entre école primaire et élémentaire. L'élémentaire est l'école qui accueille les enfants à partir de 6 ans. Elle est aussi la suite de la maternelle, avec laquelle elle forme l'école dite primaire. Élémentaire mon cher Watson ? Pas si sûr, mais c'est déjà plus clair !

**N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions par courrier  
au Groupe des élus communistes et apparentés,**

**- 5 avenue Marcel-Houël, 69200 Vénissieux- ou par mail à : [groupe.communiste@ville-venissieux.fr](mailto:groupe.communiste@ville-venissieux.fr)**

# La Lettre

## des élus communistes et apparentés

n°4 - Septembre 2008

**208** enfants

de l'âge de 2 ans sur liste d'attente à Vénissieux alors qu'ils pourraient être scolarisés si l'Etat s'en donnait les moyens. Voilà à quoi riment la politique gouvernementale et les suppressions de postes massives dans l'Education Nationale. Son ministre, Xavier Darcos, n'a-t-il pas dit : «Les profs de maternelle sont payés à changer des couches». Les parents, enseignants et enfants laissés sur le carreau apprécieront !

Conseil municipal de la ville de Vénissieux du 29 septembre 2008

## // Dossier

### Edito

La crise financière mondiale, c'est d'abord la crise du capitalisme, c'est la faillite du système. Pour survivre, il lui faut sucer le sang des forces vives des peuples et des pays, développés comme sous-développés. Jusqu'à utiliser le terrorisme et la menace de la guerre et de l'auto-destruction de la planète. Le capitalisme ne reculera devant rien.

Soyons lucides, en France comme ailleurs, tous les moyens seront bons pour sauver le «soldat Wall Street» : racket de l'épargne populaire et du livret A, attaques contre l'école maternelle et ses enseignants, privatisation programmée de La Poste, purge des services publics, Plan Espoirs Banlieues sans le sou, taxation des mutuelles-santé, pouvoir d'achat en chute libre. C'est «cash for...trash!»

Alors QUE FAIRE ? Résister, ne pas se laisser bernier par la sociale-démocratie accompagnatrice du capital, s'opposer à cette société de l'argent-roi, de l'inégalité, de l'exploitation des hommes, du mépris des peuples, de la guerre. A l'instar des révolutions dans des pays d'Amérique latine, on sait que nous pouvons prendre notre destin en mains pour construire une société véritablement socialiste.

**Henri Thivillier**

Président du groupe de élus communistes et apparentés

*Baisse du pouvoir d'achat, précarité, augmentation du nombre de travailleurs pauvres, paupérisation de nombreuses familles : des milliers de personnes ne parviennent plus à joindre les deux bouts. Face à cette situation alarmante, fruit d'une politique gouvernementale qui prend aux pauvres pour donner aux riches, la ville de Vénissieux vient de mettre en place une commission locale de lutte contre la grande pauvreté. Etat des lieux.*

## UNE COMMISSION LOCALE POUR LUTTER CONTRE LA GRANDE PAUVRETÉ

La situation est alarmante et très pré-occupante. La politique libérale en cours depuis maintenant une dizaine d'années fait des ravages considérables dans les différentes couches de la société. La grande pauvreté s'étend à tous les niveaux, détruit les cellules familiales, fragilise les liens sociaux. Contrairement aux idées reçues, la pauvreté ne concerne pas que les chômeurs, marginaux ou rmistes, elle affecte aussi la population active (cf encadré page 2 relatif aux chiffres sur l'augmentation du nombre de travailleurs pauvres), notamment les structures monoparentales et les femmes dans leur ensemble. Vénissieux, pas plus que l'agglomération lyonnaise, n'échappe au phénomène et c'est la raison pour laquelle le groupe des élus communistes et apparentés soutient la création d'une commission locale de lutte contre la grande pauvreté. Car le temps presse !

### Plusieurs objectifs

Cette commission, qui faisait partie des engagements pris par l'équipe municipale lors des dernières élections, s'est fixé quatre objectifs précis : repérer les personnes sur Vénissieux qui ne se font pas



connaître auprès des services sociaux; adapter l'action sociale de la Ville à cette nouvelle forme de pauvreté; apporter des réponses ciblées aux besoins des personnes; ouvrir le débat à tous les acteurs de la commune, ses habitants et le porter auprès de l'Etat et des collectivités ad hoc, qui ne peuvent se dédouaner de leurs responsabilités.

Les deux premiers axes de travail prioritaires sont déjà bien définis. Les femmes et les enfants et la santé au sens large -physique et psychologique- des populations les plus fragilisées feront l'objet de toutes les attentions. La commission

- Venez assister au prochain Conseil municipal -

**le 3 novembre à 18h30,**

salle Jacques Duclos (3<sup>ème</sup> étage de l'Hôtel de Ville)

pourra s'appuyer sur des bases analytiques concrètes de la pauvreté comme le diagnostic partenarial de la santé à Vénissieux réalisé par la Ville en 2007 ou encore à travers la mise en oeuvre d'une étude établie par un prestataire pour rendre compte précisément de la situation sociale en 2008.

### Une commission ouverte

Trois collègues devraient composer la commission : un pôle des élus municipaux et d'un représentant par groupe du conseil municipal; un pôle des directions municipales (service de la solidarité et de l'action sociale, de l'Education enfance et santé, de la prévention sécurité et des formalités administratives); enfin, une ouverture à la société civile avec

la présence de personnes physiques ou morales ayant des compétences dans ce domaine (associations, professionnels, partenaires institutionnels, etc).

C'est un énorme chantier auquel s'attelle cette commission car les situations de détresse, l'isolement monoparental et la précarité dans le monde du travail suivent une courbe exponentielle. Aiguillon dans ce domaine, la ville de Vénissieux aura besoin du concours de tous afin d'engager un débat avec les forces vives de notre pays. Car ni l'Etat, ni les collectivités territoriales ne sauraient se soustraire à leurs devoirs. A l'aune de la politique menée par le tandem Sarkozy-Fillon, le pari n'est pas gagné. Mais chacun sera alors face à ses responsabilités !

## De plus en plus de travailleurs pauvres

Selon le Haut Commissariat aux Solidarités, en l'espace de 7 ans, le nombre de ménages pauvres est passé en France de 1,7 millions à près de 2 millions. Cette année, près de quatre français sur dix ont déjà renoncé à un soin en raison de son coût.

Enfin, dans son rapport annuel, la Fondation de l'Abbé Pierre estime à 3 millions de personnes non ou mal-logées, auxquelles s'ajoutent près de 6 millions de personnes en situation de réelle fragilité de logement à court ou moyen terme.

# « Apporter de nouvelles réponses sociales ! »

INTERVIEW DE MICHÈLE PICARD, ADJOINTE À LA POLITIQUE SOCIALE



**A Vénissieux et dans l'agglomération lyonnaise, comment évolue la grande pauvreté ? Touche-t-elle de nouvelles couches**

sociales ?

**MICHELE PICARD** : « Elle s'est développée, à Vénissieux comme partout en France, et prend des formes nouvelles. Les femmes principalement sont touchées par les bas salaires, le travail précaire, les temps partiels. Les enfants en subissent les conséquences, tant familiales que psychologiques. Le nombre de travailleurs pauvres augmente et de nombreux SDF, il faut le savoir, ont un emploi. On se rend compte que le moindre accident de la vie peut faire basculer dans la pauvreté de nombreuses personnes. Ne serait-ce que tomber malade peut avoir des conséquences insurmontables, faute de versements des indemnités journalières. Ça, c'est la part visible de l'iceberg. La part moins quantifiable en quelque sorte, c'est la déstabilisation de la

cellule familiale, les cas de grande détresse morale ou psychologique qui s'accroissent, avec des liens sociaux très fragilisés. La pauvreté remet en cause la nature même de l'individu : les enfants perdent leurs repères, les jeunes sont tentés par le repli social, tandis que les parents sont touchés dans leur intégrité morale car ils ne parviennent plus à remplir leur rôle éducatif, leur rôle de protection. »

**En quoi cette commission peut-elle vous aider à lutter contre la grande pauvreté ?**

**M.P.** : « Le travail social, ça n'est pas uniquement une question financière, même si l'Etat en diminuant toutes ses dotations vers les collectivités nous pénalise gravement. Ce nouvel instrument va nous permettre de mieux adapter nos aides, notre écoute à une grande pauvreté dont la nature a profondément changé. Il va éclairer aussi ce que j'appellerai la « misère cachée », comme le recours à la prostitution occasionnelle pour boucler les fins de mois. Il doit enfin nous

permettre de toucher et de connaître une population qui, comme les jeunes notamment, ne vient pas dans nos services par crainte et par peur d'être dévalorisée. »

**Avec la réforme de la dotation de solidarité urbaine, la création du revenu de solidarité active, le gouvernement n'aggrave-t-il pas une situation explosive ?**

**M.P.** : « Le RSA va augmenter le nombre d'emplois précaires et sous-payés tout en pénalisant d'autres salariés. Avec cette réforme, le tandem Sarkozy-Fillon fait basculer les pauvres dans encore plus de pauvreté et crée une nouvelle catégorie sociale : celle du travailleur pauvre. La réforme de la dotation de solidarité urbaine marque aussi une nouvelle étape dans la discrimination. Ce sont les communes dont les populations sont pauvres qui vont payer. Les grandes ambitions et le plan banlieue de Nicolas Sarkozy sont donc en échec ! »

## ➤ Solidarité avec le Nord

Dans la nuit du 3 au 4 août, une violente tornade a frappé de plein fouet le département du Nord et notamment la commune de Neuf-Mesnil. 90 logements d'habitations ont été touchés, dont 10 gravement. Des familles très modestes - le taux de chômage s'élève à 30% à Neuf-Mesnil - ont définitivement perdu leur abri.

Vénissieux s'est mobilisée urgemment pour venir en aide à ces populations. Un camion de la ville, chargé de bâches, a été dépêché dans le Nord. Des dons des Vénissiens et une subvention de 100 000€ de la Ville ont complété le dispositif de solidarité à l'égard de familles dans le besoin.

## ➤ Des rues si bien nommées

Plusieurs voies de Vénissieux ont été créées. Par délibération du conseil municipal, adoptée à l'unanimité à l'exception du Front National qui s'y est opposé, ces rues ont maintenant un nom et le groupe des élus communistes se félicite des choix retenus. Le square récemment aménagé dans le quartier Léo Lagrange portera le nom du fondateur d'EMMAUS, Square Abbé Pierre. Anti colonialiste, poète et homme politique, la voie du quartier Darnaise se dénommera Rue Aimé Césaire (1913-2008). A noter aussi l'entrée à Vénissieux des « rue des Frères Lanfranchi » (héros de la résistance) et « rue Germaine Tillion », ethnologue engagée et résistante.

EVELYNE EBERSVILLER :

## «DSU : une discrimination à l'échelle des communes !»

**N**ous pouvons d'ores et déjà prédire des années difficiles pour les collectivités en général et Vénissieux en particulier.» C'est en ces termes, inquiétants mais réalistes, qu'Evelyne Ebersviller, adjointe aux finances, a conclu son intervention relative à la réforme de la dotation de solidarité urbaine (DSU). Une nouvelle fois, l'Etat abandonne ses missions d'intérêt général, pénalise les communes dont les populations sont les plus pauvres et met en place une discrimination à l'échelle des collectivités locales ! Le point et les conséquences de cette politique avec Evelyne Ebersviller.

### Les finances des communes sabordées

«De 2004 à 2008, la dotation de solidarité urbaine (DSU) a évolué notablement pour Vénissieux du fait de la prise en compte accentuée des critères portant sur le revenu des habitants et qu'une partie de la Ville soit classée en zone franche urbaine et en zone urbaine sensible. Mais l'Etat a décidé de réduire ses dotations aux collectivités locales en général. En effet, la politique d'austérité qu'il veut mettre en place pour satisfaire les ogres de la finance -qui se remplissent les poches quand tout va bien et vident celles des autres quand tout va mal- trouve sa traduction et ses répercussions dans les finances des communes, des départements, des régions et dans leur politique sociale et d'équipement. Un an et demi après sa prise de fonction, les grandes ambitions affichées par Nicolas Sarkozy à l'adresse des banlieues sont oubliées, passées à la moulinette de la rigueur budgétaire !»

### 238 communes devraient perdre leur DSU

«Les critères pour l'attribution de la DSU vont changer. Les zones franches urbaines ne seront plus prises en compte, les zones urbaines sensibles auront une incidence moitié plus faible qu'actuellement et, surtout, le revenu des habitants sera nettement minimisé dans le futur calcul de la DSU. Résultat : sur les 715 communes qui percevaient cette dotation, 238 d'entre elles devraient la perdre. Et pour de nombreuses autres, la dotation va diminuer de la moitié du montant de

leur DSU 2008 afin d'amortir le choc en 2009. Aujourd'hui, ces communes, qui comptent souvent des quartiers difficiles classés en zone urbaine sensible, et pour lesquelles la manne de 1,07 milliards d'euros représentait une bouée de survie, sont durement touchées. Au nom de quoi peut-on justifier une telle discrimination négative ?»

### Coupes sombres dans les compensations fiscales

«Je veux en profiter pour pointer les projets de réforme annoncés par le gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances 2009. A travers la réforme de la DSU, Vénissieux risque de voir sa dotation diminuer alors que les compensations fiscales versées par l'Etat fondent comme neige au soleil et que notre principale recette, la compensation TPU, n'évolue plus depuis 5 ans. Il devient certainement insupportable pour ce gouvernement que des collectivités mettent en oeuvre une politique différente de la sienne.»

### «Les chiffres de la honte»

Dans le cadre de la réforme de la DSU, Henri Thivillier, président du groupe des élus communistes et apparentés, est intervenu pour mettre en perspective les choix budgétaires à la lumière des milliards de dollars partis en fumée pour sauver Wall Street et les grands groupes financiers privés. «L'Etat fait miroiter le droit au logement, le Grenelle de l'environnement, le plan Espoirs-Banlieues sans mettre un seul euro de plus dans la balance. 15 milliards d'euros de bouclier fiscal, l'allègement de l'ISF, tout ça pour ensuite réduire la DSU de 120 à 70 millions € et annoncer la suppression de milliers de postes dans les services publics. Aux Etats-Unis, le plan Paulson prévoit l'injection de 700 milliards de dollars (et probablement en fait 2000 milliards de dollars) dans le système bancaire américain alors que Bush a refusé les 500 millions de dollars pour répondre aux émeutes de la faim. Ces chiffres sont les chiffres de la honte !».

## Développement durable : L'HEURE EST À L'ACTION

**L** n'y a pas d'un côté le méchant pollueur et de l'autre le gentil écologiste. Pour le groupe communiste, avoir sur son territoire de nombreuses industries est une chance. Avant de partager les richesses, il faut savoir en créer, mais pas à n'importe quel prix. Favoriser les implantations des entreprises en cohabitation harmonieuse avec l'environnement, mais aussi avec l'habitat, multiplier les économies d'énergie, valoriser les espaces verts, réduire les émissions polluantes, développer les transports en commun et les modes de déplacements doux, organiser une collecte propre des ordures ménagères, sans oublier l'équité sociale, la santé, la solidarité, tels sont les engagements du contrat communal 2008-2014.

Un conseil citoyen du développement humain durable a donc été créé par délibération lors du conseil municipal du 29 septembre. Composé d'élus municipaux, d'un représentant par groupe politique, par conseil de quartier et du Grand Lyon, associant industriels, enseignants, monde associatif, il aura pour mission d'impulser le travail de la ville autour du déve-



veloppement durable. Des premières actions sont d'ores et déjà prévues comme l'organisation d'une journée de la propreté au printemps ou encore la mise en place de tables rondes, rencontres, débats autour de l'environnement. D'autres sont sur les rails : le travail sur l'énergie est engagé avec le chauffage urbain, l'OPATB, l'audit énergétique des bâtiments communaux et le tri sélectif dans les bâtiments communaux se met en place. Les enjeux en matière de développement humain durable sont tels qu'une ville comme Vénissieux ne pouvait se passer de ce conseil citoyen. Qui n'aura pas le temps, c'est déjà écrit, de se mettre au vert !